



HAL
open science

Introduction : universelles, décentrées, différentialistes ? Les sciences sociales face au défi renouvelé de la contextualisation et de la politisation des savoirs

Delphine Allès

► To cite this version:

Delphine Allès. Introduction : universelles, décentrées, différentialistes ? Les sciences sociales face au défi renouvelé de la contextualisation et de la politisation des savoirs. Sociétés Plurielles, 2024, Les sciences sociales entre universalisme et différentialisme : le retour des écoles nationales ?, 8, pp.1-11. 10.46298/societes-plurielles.2024.14681 . hal-04760552

HAL Id: hal-04760552

<https://hal.science/hal-04760552v1>

Submitted on 6 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Introduction : universelles, décentrées, différentialistes ? Les sciences sociales face au défi renouvelé de la contextualisation et de la politisation des savoirs

Delphine Allès

Professeure des universités en science politique à l'Inalco
Chercheuse au Centre Asie du Sud-Est

Ce numéro de *Sociétés plurielles* est le produit d'un appel à contributions portant sur « Les sciences sociales, entre universalisme et différentialisme : un retour des “écoles nationales” ? ». La proposition invitait à interroger la résurgence, paradoxale, de la référence à des « écoles » ou « traditions » nationales¹ au sein de disciplines conçues pour penser le pluralisme des sociétés et des cultures au prisme de paradigmes, de concepts ou de méthodes aspirant sinon à l'universalité, du moins à saisir le monde social en dépassant la description de situations particulières².

Le double enjeu du rapport entre l'universel (qu'il soit normatif, épistémologique ou méthodologique) et le singulier (celui des trajectoires historiques, des contextes sociaux ou des individualités) d'une part, entre le savoir et le pouvoir d'autre part, imprègne l'essentiel des controverses qui ont nourri les sciences sociales depuis la

1. Sur la notion « d'école » ou de « tradition nationale », voir notamment : HEILBRON, 2008 ; GEISON, 1993. À titre illustratif dans différentes disciplines, et sans exhaustivité : XIAO, 2021 ; THAKUR, 2012 ; ARAL, 2005 ; HASSAN, 2017 ; TUSSIE & CHAGAS-BASTOS, 2023 ; ACHARYA & BUZAN, 2009.

2. KUHN & VESSURI, 2016 ; MUKHERJI & SENGUPTA, 2004 ; KUHN, 2016.

deuxième moitié du xx^e siècle. Dans les années 50, l'affirmation d'un « droit à la différence » et d'un relativisme culturel, opposés aux biais coloniaux et aux approches évolutionnistes, alors prédominantes, notamment en anthropologie, s'attachait à résoudre la tension entre universalisme et différentialisme³. Tout en s'élevant contre la hiérarchisation des cultures et des sociétés, il s'agissait de nuancer l'idée de différences incommensurables en traçant les contours d'une approche scientifique permettant de les appréhender. L'universel était alors épistémologique et méthodologique, tandis que la science se voulait dépourvue de normativité.

La montée en puissance des théories critiques, à partir des années 1960-1970, a bouleversé cette approche. L'enjeu était alors de mettre à jour les biais qui irriguent la construction même des savoirs et des concepts, en dévoilant les mécanismes de domination inhérents aux récits scientifiques et l'absence de neutralité intrinsèque de paradigmes et de concepts toujours conçus dans des contextes spécifiques⁴. La critique de savoirs susceptibles de perpétuer ou de légitimer des rapports de domination, au sein des sociétés comme entre elles, a débouché sur une réflexivité accrue concernant les concepts mobilisés et leur normativité masquée, autant que la positionnalité des auteurs et les effets de leurs productions intellectuelles sur les rapports (inter)sociaux.

Dans cette perspective, les approches postcoloniales ont souligné les rapports de domination au sein même des logiques d'élaboration du savoir, tandis que les critiques de l'orientalisme observaient la perpétuation de ces mécanismes par l'exotisation ou l'altérisation des sociétés extraoccidentales, ou du moins périphériques aux yeux des acteurs dominants au sein d'un champ donné – que celui-ci soit artistique, scientifique ou politique⁵. Fondés sur cette observation, les appels à « provincialiser l'Europe » et à donner la parole aux subalternes⁶ n'excluaient pas non plus la possibilité de refonder des cadres d'analyse communs, départis de biais occidentalocentrés, pour mieux intégrer la diversité des expériences et des conceptions du monde social. Au cœur d'une épistémologie à part entière, la réflexivité critique s'est à son tour progressivement érigée en compromis universalisable, fondé cette fois sur une normativité émancipatrice. Tout en contestant la neutralité des épistémologies ou méthodologies dominantes, elle sert de socle à une méta-approche visant à dévoiler, pour mieux les subvertir, des mécanismes de domination universellement présents⁷.

3. TODOROV, 1985.

4. HABERMAS, [1968] 1971 ; FOUCAULT, [1969] 2008.

5. SAID, 2014.

6. CHAKRABARTY, 1992 ; SPIVAK, 1988.

7. BOURDIEU, 2001.

Plus spécifiquement encore, cette réflexivité appliquée aux démarches et concepts mobilisés en sciences sociales a ouvert la voie aux critiques du nationalisme méthodologique. Ces dernières rappellent le caractère historiquement situé de l'État et, partant, la nécessité de se départir d'approches faisant de ce dernier le fondement, l'horizon ou le paramètre indiscuté de toute analyse scientifique – quelle qu'en soit la discipline⁸. Elles enjoignent à rendre compte de la diversité des organisations sociales ou politiques, en évitant de favoriser les angles de problématisation ou les jeux de données survalorisant le prisme étatique au détriment de formes sociales ou d'échelles d'analyse aussi légitimes et parfois plus pertinentes⁹.

Au-delà de leurs distinctions, les enseignements de ces différentes approches invitent à aborder avec prudence les notions mêmes « d'école » ou de « tradition nationale » en sciences sociales. Si un tel label vient fréquemment désigner des courants de pensée, méthodes ou approches jugés singuliers, représentatifs ou prédominants dans un contexte donné, il ne peut épuiser la diversité des travaux ou des réflexions qui y sont menés. Énoncée au premier degré, la référence peut en outre occulter les effets de circulation et d'influences mutuelles, entre les sociétés comme entre les acteurs de champs académiques ou intellectuels transnationaux¹⁰. C'est donc en tant qu'objet d'analyse, et non en tant que catégorie descriptive, que les notions d'école ou de tradition nationale (et, par extension, au regard des articles présentés dans ce numéro, les concepts identifiés à un contexte national et politique donné) présentent un intérêt pour les sciences sociales.

Comprendre les raisons du renouveau de cette référence à la nation comme espace de structuration d'approches distinctives en sciences sociales ; analyser les contextes dans lesquels l'émergence de telles « écoles » ou la réactivation de « traditions » dites nationales sont encouragées par les pouvoirs publics et les agendas différentialistes qu'elles peuvent contribuer à légitimer ; ou encore observer les résistances ou contestations auxquelles peuvent donner lieu les tentatives d'instrumentalisation politique des sciences sociales, cela permet d'aborder l'évolution des rapports entre le savoir et le pouvoir, dans un contexte où ce dernier connaît à l'échelle mondiale un décentrement à la fois géographique et normatif.

Qu'il s'agisse de « l'école chinoise de relations internationales », d'« économie politique russe » ou de « sociologie indienne », la résurgence « d'écoles nationales » (ou, à défaut, les questionnements sur la stratégie à déployer pour en développer

8. DUMITRU, 2014.

9. SCOTT, 2009.

10. WIMMER & GLICK SCHILLER, 2002 ; SAPIRO, LEPELIER & BRAHIMI, 2018 ; HEILBRON, 2014.

une) prend en effet place dans une triple configuration scientifique, économique et politique. En distant écho avec le débat sur les valeurs asiatiques, monté en puissance au tournant de la guerre froide (voir dans ce numéro l'article de Thomas Brisson)¹¹, la discussion sur le rapport entre universalisme et particularisme ou différentialisme en sciences sociales a pris un nouveau tournant, marqué par une convergence superficielle entre les appels (scientifiques) au décentrement des sciences sociales d'une part, et des formes renouvelées d'enrégimentement politique du savoir, d'autre part¹². D'un côté, l'arrivée à maturité du débat sur le décentrement a favorisé l'émergence de réflexions et propositions scientifiques allant de la nécessaire pluralisation des sources d'un corpus « universel » pour saisir la complexité d'un monde pluriel¹³, aux réflexions sur la difficile traductabilité de concepts dont la fine compréhension exige de les saisir dans leur contexte¹⁴, ou encore à la tentative de fonder des sciences sociales réellement « globales¹⁵ » en s'appuyant sur cette diversité de sources pour intégrer de nouvelles méthodologies, épistémologies ou ontologies. De l'autre, l'apparente adhésion à l'agenda du décentrement, ou à sa représentation simplifiée, peut déboucher sur la promotion de conceptions silotées des sciences sociales, portées par l'idée que l'on ne peut saisir un contexte qu'au prisme d'auteurs qui lui appartiennent ou de concepts qui s'y sont développés. Une telle simplification apparaît particulièrement soutenue dans le contexte d'États ou d'acteurs promouvant sur la scène mondiale une

11. Pour la première fois, des gouvernements extraoccidentaux faisaient alors explicitement la promotion d'approches de sciences sociales pensées pour légitimer leurs régimes politiques. Reflétant les intérêts d'autorités sud-est asiatiques (Singapour et Malaisie en particulier), les « valeurs asiatiques » opposaient à une supposée « fin de l'histoire » libérale un prisme culturaliste justifiant des conceptions présentées comme singulières – et donc incontestables – en matière de droits humains ou d'organisation politique et sociale. La promotion des « valeurs asiatiques », qui a trouvé un écho académique avec les approches communautariennes en théorie politique, s'appuyait à la fois sur une légitimation scientifique, sur un soutien politique et sur une supposée rationalité économique, puisqu'elles étaient censées expliquer la croissance des « tigres asiatiques ». L'effondrement de ce modèle économique, suivi de la conversion des promoteurs politiques des « valeurs asiatiques » à une version édulcorée des droits universels plutôt qu'à un différentialisme assumé, autant que la critique scientifique du culturalisme, ont progressivement refermé cette parenthèse qui n'a toutefois jamais suscité de pleine adhésion parmi les communautés universitaires concernées.

12. TICKNER, 2003 ; ACHARYA & BUZAN, 2017 ; ALLÈS, LE GOURIELLEC & LEVAILLANT, 2023.

13. DIAGNE, 2017.

14. CASSIN, 2014a et 2014b.

15. ACHARYA & BUZAN, 2019.

posture critique à l'égard de l'universalisme (ou de sa version assimilée à un exercice de domination occidentale). Il est en effet tentant d'opposer à l'universalisme un double agenda politique et scientifique de « diversité civilisationnelle » valant totem d'immunité contre les entreprises critiques¹⁶, mais faisant table rase des circulations d'influences et de références qui sont constitutives des ensembles sociaux ou civilisationnels comme de la nature même des champs académiques.

Ces stratégies peuvent s'incarner dans une vaste gamme d'interactions avec les communautés académiques, allant de la cooptation à la répression des productions dissidentes. Elles visent non seulement à conforter un modèle ou des intérêts politiques à l'échelle nationale, mais bien souvent aussi à peser sur l'évolution du débat scientifique mondial, considéré comme le lieu de production et de légitimation de conceptions du monde visant à faire évoluer sa réalité. Il n'est pas surprenant à cet égard que les « écoles nationales » les plus structurées émergent dans le domaine de l'étude des relations internationales, incarnant la prétention des autorités qui les subventionnent à occuper une place croissante dans la recomposition du système international. La démarche consiste finalement à mobiliser à rebours les approches critiques et constructivistes sur le rapport entre savoir et pouvoir, au service d'une finalité qui n'est pas émancipatrice, mais vise au contraire à configurer stratégiquement ces rapports pour légitimer le pouvoir par le savoir.

Un tel agenda doit néanmoins, pour aboutir, s'appuyer sur des ressources institutionnelles, économiques, et sur une légitimité suffisante pour acquérir une visibilité nationale et internationale. Ces dernières existent en particulier dans les États émergents – on pense notamment à l'Académie chinoise des sciences sociales, à l'Institut des sciences sociales et humanités de l'Académie des sciences de Russie, ou encore, dans une configuration néanmoins plus pluraliste et avec une plus grande autonomie à l'égard des structures étatiques, à l'Académie de science sociale indienne. Si les dirigeants de ces États s'appuient sur des institutions nationales ou sur des ressources publiques pour favoriser l'émergence ou la diffusion de théories ou de concepts au service du pouvoir, ils ne sont toutefois pas en mesure d'homogénéiser la production scientifique nationale. Au-delà des disparités liées à la diversité des régimes politiques concernés et à des degrés différents de centralisation du pouvoir et des communautés académiques, les velléités d'instrumentaliser la science se heurtent en effet à une contrainte paradoxale : les champs académiques doivent être préconstitués, institutionnalisés, internationalisés et dotés de ressources pour conférer une audience aux

16. Cette promotion à la fois politique et académique du différentialisme « civilisationnel » se trouve par ailleurs souvent superposée à un conservatisme social assimilé au bon sens anthropologique. Voir à titre d'exemple LARUELLE, 2024.

idées qui s'y développent... mais ces caractéristiques elles-mêmes augmentent leur résilience à l'égard des tentatives d'enrégimentement politique.

Les articles rassemblés dans ce numéro font écho à cette complexité et illustrent l'intérêt des « traditions » et « écoles nationales » en tant qu'objet d'analyse pour les sciences sociales (et non comme catégorie permettant de les décrire de manière non distanciée), tout en soulignant la gamme des précautions dont leur analyse doit s'entourer. Partant d'angles différents – des usages nationalistes des sciences sociales (Jules Sergei Fediunin en Russie) à la marginalisation d'approches ou d'auteurs hétérodoxes (Catherine Capdeville-Zeng en Chine) – et des controverses, résistances ou appropriations que suscite la promotion d'une « école » par le pouvoir (Thomas Brisson à Singapour) aux conceptions différenciées d'un concept transitant du champ politique au champ scientifique (Gauthier Mouton sur l'Indo-Pacifique tel qu'il est perçu aux États-Unis et en Chine). Tous ont néanmoins en commun d'éviter la simplification qui consisterait à opposer, de manière binaire, des sciences sociales universelles « scientifiques », « hors-sol » ou « occidentales », à des sciences sociales « contextualisées » ou « nationales » qui seraient quant à elles soit représentatives de contextes pensés de manière uniformisante, soit exclusivement politisées. Tout en observant les efforts consacrés dans des contextes différents à la promotion de démarches scientifiques ou de concepts correspondant aux intérêts du pouvoir politique, les articles ont aussi en commun de souligner l'absence de linéarité de cette relation.

Deux observations, essentielles pour l'analyse des « écoles nationales » en tant qu'objet de sciences sociales, traversent ces contributions. En premier lieu, s'il ne fait pas de doute que le politique cherche à instrumentaliser la science au service de projets nationaux, culturalistes, différentialistes, ou nationalistes, chaque cas d'étude souligne à sa manière l'autonomie résiliente des champs académiques. Loin de la représentation simplifiée d'un contrôle effectif et univectoriel du politique sur le savoir, tous donnent à voir des jeux d'influences mutuelles entre des champs politiques et scientifiques dont l'hétérogénéité complique l'émergence « d'écoles nationales ». En second lieu, les quatre articles montrent la continuité des circulations transnationales d'idées et d'influences qui concourent à la structuration des savoirs, y compris dans des contextes académiques enchâssés dans des systèmes politiques autoritaires ou totalitaires qui souhaiteraient les homogénéiser autour d'un référentiel « national ».

L'article de Catherine Capdeville-Zeng, autour de l'œuvre du sociologue et anthropologue chinois Fei Xiaotong et de la publication de sa traduction, souligne à la fois la difficulté de traduire et d'exposer des notions décrivant les structures sociales ou des « idées-valeurs » propres au contexte chinois, et celle de négocier la présentation de la trajectoire biographique de l'auteur dans le cadre de la censure chinoise actuelle. Ce

n'est pas le moindre des paradoxes, au regard de l'objet de ce dossier, que Fei Xiaotong ait travaillé en dialogue avec les travaux de sociologues et anthropologues français, ait eu à cœur de souligner la singularité de la société chinoise par le développement de notions propres et une approche comparative avec les sociétés occidentales, et ait finalement été ostracisé durant la Révolution culturelle avant de négocier un statut « d'intellectuel public ». Ce faisant, le Parti communiste chinois a marqué sa volonté de contrôler la substance d'une production scientifique qu'il entendait purger des influences de la « science bourgeoise »... ce qui eût pour conséquence d'entraver, selon Christine Nguyen Tri citée par Catherine Capdeville-Zeng, l'émergence de l'école sociologique originale qu'aurait pu porter Fei Xiaotong.

Les articles de Thomas Brisson et Jules Sergei Fediunin offrent des analyses convergentes, à Singapour et en Russie. À deux époques et dans des contextes nationaux différents, ils montrent que l'entreprise d'enrégimentement des sciences sociales au service d'une cause nationale, y compris en contexte autoritaire, est loin d'épouser la représentation d'un système académique se pliant inéluctablement et uniformément aux tentatives d'instrumentalisation du pouvoir. En dépit des moyens consacrés à la promotion de représentations ou de concepts correspondant à ses intérêts, ce dernier doit également composer avec les résistances que lui opposent des champs académiques déjà constitués, partiellement différenciés et internationalisés. Thomas Brisson le démontre en s'intéressant au tournant pris par les sciences sociales dans la Singapour des années 70. Alors que la scène académique singapourienne était largement dominée par les théories fonctionnalistes d'origine états-unienne, à visée universaliste, le développement de programmes de recherche différentialistes, incarnés par la promotion des « valeurs asiatiques », permet d'observer à la fois l'action de l'État pour tenter d'instrumentaliser la production en sciences sociales et les effets contrastés d'une telle entreprise. En observant les résistances suscitées par ce projet et en soulignant l'ancrage dans un logiciel wébérien de la pensée différentialiste véhiculée par la notion de « valeurs asiatiques », l'article montre à la fois l'autonomie relative des chercheurs vis-à-vis de la scène politique et la complexité des effets de circulation au sein d'un champ académique dont l'internationalisation constitue à la fois une source de résistance et la condition du succès des concepts qui s'y développent.

À une époque plus récente, Jules Sergei Fediunin observe une dynamique comparable en observant les destinées contrastées d'une tentative d'instrumentalisation nationaliste des sciences sociales en Russie postsoviétique. Pour mettre ces dernières au service de la construction nationale, notamment autour de la promotion du concept de nation civique ou de « nation russe », il a fallu l'adhésion d'acteurs occupant des positions centrales et contrôlant des supports de publication dont la légitimité s'appuyait notamment sur leurs liens avec l'Académie des sciences de Russie ou des

universités publiques. Mais en dépit des incitations politiques, la communauté scientifique russe n'a pas développé de conception homogène des sciences sociales et du rapport à la nation. D'une part, loin de réfléchir au sein d'un silo scientifique russe, les théoriciens du « projet russe » ont repris à leur compte l'approche constructiviste de la nation en tant que communauté imaginée formulée par Benedict Anderson ; d'autre part, la diffusion de cette approche s'est heurtée à une absence de consensus au sein même de l'Académie des sciences, d'autres auteurs privilégiant une conception primordialiste découlant d'un prisme ethnonationaliste également représenté sur la scène politique nationale. En définitive, les controverses au sein du champ scientifique, autant que les divergences politiques sur la nature de la nation russe ou russe, ont limité la diffusion de ce qui était pensé comme une « école russe » de la construction nationale au service du projet nationaliste.

Enfin, mettant en regard les usages de la notion d'Indo-Pacifique par des universitaires et instituts de recherche chinois et états-uniens, l'article de Gauthier Mouton offre un angle différent en partant d'un concept qui se trouve depuis quinze ans au cœur de la formulation de la stratégie politique et de défense des États-Unis tandis qu'il est formellement rejeté par les dirigeants chinois. Soulignant les interprétations et appropriations divergentes de la représentation officielle de l'Indo-Pacifique dans les deux pays, l'article met à son tour en évidence l'absence d'homogénéité et la relative autonomie des champs académiques à l'égard du pouvoir. Il démontre surtout la réciprocité des rapports d'influence et d'instrumentalisation, les idées développées par les chercheurs se trouvant elles aussi appropriées par les acteurs politiques. Enfin, il illustre la porosité des champs académiques nationaux entre eux, notamment pour la Chine, en dépit des efforts consacrés à consolider l'autonomie d'une « école chinoise de relations internationales ».

Ce numéro démontre *in fine* le renouvellement permanent de la problématique du rapport entre sciences sociales, pouvoir et contextes politiques. Loin d'avoir été épuisée par les théories critiques, cette relation, non seulement demeure, mais se réinvente en s'appuyant sur des épistémologies pensées pour la subvertir. Pour autant, elle n'est jamais linéaire : produit de configurations singulières, associant des ressources politiques, institutionnelles, économiques et scientifiques, elle ne surdétermine pas les acteurs qui interagissent à l'intersection de champs académiques et politiques nationaux à la fois autonomes et interdépendants, pluriels et transnationalisés.

Bibliographie

- ACHARYA Amitav & BUZAN Barry (dir.), 2009, *Non-Western International Relations Theory: Perspectives On and Beyond Asia*, Routledge.
- ACHARYA Amitav & BUZAN Barry, 2017, "Why is there no non-western international relations theory? Ten years on" in *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 17, n° 3, p. 341-370.
- ACHARYA Amitav & BUZAN Barry, 2019, *The making of global international relations*, Cambridge University Press.
- ALLÈS Delphine, LE GOURIELLEC & LEVAILLANT Mélissa (dir.), *Paix et sécurité. Une anthologie décentrée*, CNRS éd., 2023.
- ARAL Berdal, 2005, "An inquiry into the Turkish 'school' of international law" in *European Journal of International Law*, vol. 16, n° 4, p. 769-785
- BOURDIEU Pierre, 2001, *Science de la science et réflexivité*, Raisons d'agir, Paris.
- CASSIN Barbara, 2016, *Éloge de la traduction. Compliquer l'universel*, Fayard.
- CASSIN Barbara, 2014a, « Traduire les intraduisibles, un état des lieux » in *Cliniques méditerranéennes* n° 90, p 25-36.
- CASSIN Barbara (dir.), 2014b, *Philosopher en langues. Les intraduisibles en traduction*, Rue d'Ulm, Paris, 224 p.
- CHAKRABARTY Dipesh, 1992, "Provincializing Europe: Postcoloniality and the critique of history" in *Cultural studies*, vol. 6, n° 3, p. 337-357.
- COX Robert, 1987, *Production, Power and World Order: Social Forces in the Making of History*, Columbia University Press, New York.
- DIAGNE Souleymane Bachir, 2017, « Pour un universel vraiment universel » in SARR Felwine & MBEMBE Achille (dir.), *Écrire l'Afrique-monde*, p. 71-78.
- DUMITRU Speranta, 2014, « Qu'est-ce que le nationalisme méthodologique ? Essai de typologie » in *Raisons politiques*, n° 54, p. 9-22.
- FOUCAULT Michel, [1969] 2008, *L'archéologie du savoir*, Gallimard, Paris.
- GEISON Gerald L., 1993, "Research School and New Directions in the Historiography of Science" in *Osiris*, n° 8, p. 226-238.
- HABERMAS Jürgen, [1968] 1971, *Knowledge and Human Interests*, Beacon Press, Boston.

- HASSAN Hamdy A., 2017, "An Alternative Perspective for Political Science in North Africa" in *Afro Asian Journal of Social Sciences*, n° 8.
- HEILBRON Johan, 2008, « Qu'est-ce qu'une tradition nationale en sciences sociales ? » in *Revue d'histoire des sciences humaines*, p. 3-14.
- HEILBRON Johan, 2014, "The social sciences as an emerging global field" in *Current sociology*, vol. 62, n° 5, p. 685-703.
- KUHN Michael, 2016, *How the Social Sciences Think about the World's Social. Outline of a Critique*, Ibidem-Verlag.
- KUHN Michael & VESSURI Hebe (dir.), 2016, *The Global Social Sciences. Under and beyond European Universalism*, Ibidem-Verlag.
- LARUELLE Marlène, 2024, « Désoccidentaliser le monde : la doctrine Karaganov » in *Le Grand Continent*. En ligne : <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/04/20/desoccidentaliser-la-majorite-mondiale-la-doctrine-karaganov/>.
- MUKHERJI Partha Nath & SENGUPTA Chandan (dir.), 2004, *Indigeneity and Universality in Social Science. A South Asian Response*, Sage.
- SCOTT James C., 2009, *The Art of Not Being Governed. An Anarchist History of Upland Southeast Asia*, Yale University Press.
- SAID Edward W., 2014, "Orientalism reconsidered" in MOORE-GILBERT Bart, STANTON Gareth & MALEY Willy (dir.), *Postcolonial criticism*, Routledge, p. 126-144.
- SAPIRO Gisèle, LEPELIER Tristan & BRAHIMI Mohamed Amine, 2018, « Qu'est-ce qu'un champ intellectuel transnational ? » in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 224, p. 4-11.
- SPIVAK Gayatri Chakravorty, 1988, "Can the Subaltern Speak?" in NELSON Cary & GROSSBERG Lawrence (dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, University of Illinois Press, Chicago, p. 271-313.
- THAKUR Manish K., 2012, « Radhakamal Mukerjee and the quest for an Indian Sociology » in *Sociological bulletin*, vol. 61, n° 1, p. 89-108.
- TICKNER Arlene, 2003, "Seeing IR differently: notes from the Third World" in *Millennium*, vol. 32, n° 2, p. 295-324.

- TKACHENKO Stanislav L., 2023, “International Political Economy: Russian School”
in LAGUTINA Maria, Natalia TSVETKOVA & Alexander SERGUNIN (dir.), *The
Routledge Handbook of Russian International Relations Studies*, Routledge,
p. 299-311.
- TODOROV Tzvetan, 1985, « Lévi-Strauss entre universalisme et relativisme » in *Le
Débat*, n° 42, p. 173-192.
- TUSSIE Diana & CHAGAS-BASTOS Fabricio H., 2023, “Misrecognised, misfit and
misperceived: why not a Latin American school of IPE?” in *Review of International
Political Economy*, vol. 30, n° 3, p. 891-913.
- WIMMER Andreas & GLICK SCHILLER Nina, 2002, “Methodological nationalism
and beyond: nation-state building, migration and the social sciences” in *Global
Networks*, vol. 2, n° 4, p. 301-334.
- XIAO Ren, 2021, “Grown from within: Building a Chinese school of international
relations” in BRESLIN Shaun & XIAO Ren (dir.), *China Debates Its Global Role*,
Routledge, p. 30-56.